

Les emplois de jamais

Ronald Janssen¹

CES Bruxelles, rjanssen@etuc.org

« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain... » L'observation statistique infirme pourtant la célèbre formule d'Helmut Schmidt : la modération salariale ne crée pas d'emplois... mais peut-être bien du chômage.

Part salariale

I. LES FAITS

Au cours des dernières décennies, les salaires en Europe ont été modérés, dans certains cas, à l'extrême. Dans de nombreux pays, les salaires réels ont stagné, et ont même diminué dans certains d'entre eux. En conséquence, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) a chuté dans toute l'Europe (voir graphique I ci-dessous). On a assisté à une redistribution massive, la part des profits augmentant au détriment des salaires.

Le milieu des affaires professe la conviction que ce transfert est nécessaire pour lutter contre le chômage massif en Europe, opinion relayée par des économistes du courant dominant et des institutions officielles telles que l'OCDE, la Commission européenne et la Banque centrale européenne. Selon eux, la modération salariale aurait un effet bénéfique parce qu'elle

permettrait de créer de nouveaux emplois. Ou, pour citer un homme politique célèbre : « La modération salariale d'aujourd'hui, c'est l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain ».

Or, qu'en est-il exactement ? Après des années et des années de modération salariale dans toute l'Europe, avons-nous des signes probants que la modération salariale permet de créer de nouveaux emplois ?

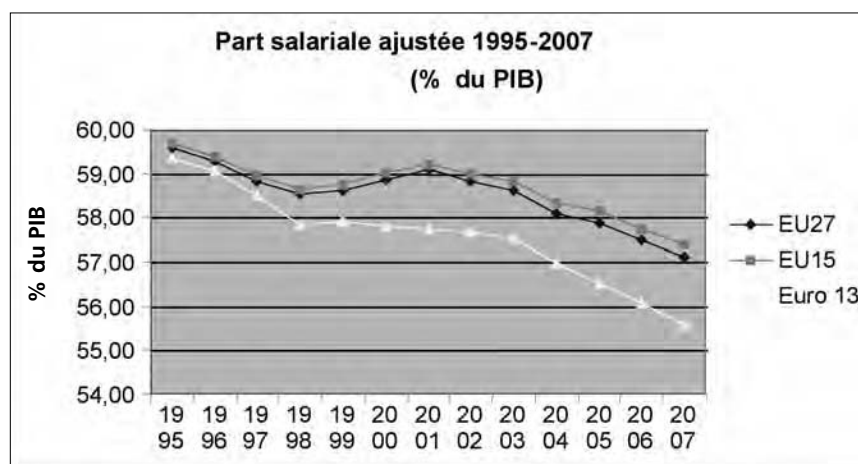
Le graphique II (page suivante) peut apporter quelques éclaircissements à cet égard : il indique les modifications de la part des profits dans le PIB comparées à l'évolution des taux d'emploi (mesurés en équivalents plein temps). La logique avancée voudrait qu'une modération salariale, en augmentant la part des profits dans le PIB, aurait un effet positif sur les taux d'emploi et déboucherait sur une augmentation de ceux-ci. Ce graphique est basé sur les données de 2000 à 2007. En effet, c'est au cours de

cette période que les parts attribuées aux salaires et aux profits ont connu les plus grandes fluctuations (voir également graphique I ci-dessous).

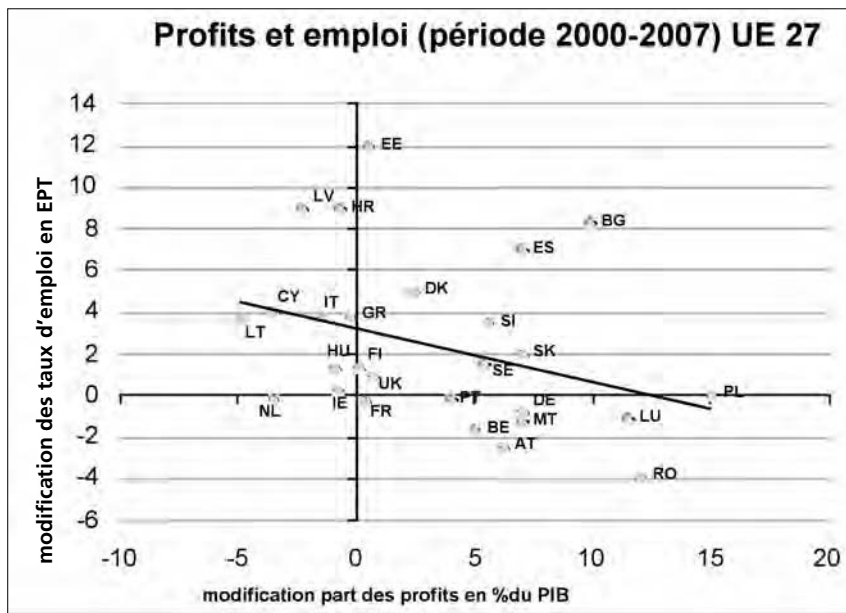
Or, que constatons-nous ? Le graphique II contredit les idées reçues de façon flagrante. Dans l'Europe des 27, et au cours de la période allant de 2000 à 2007, les bas salaires et les hauts profits n'entraînent pas systématiquement une amélioration de la performance de l'emploi et une augmentation des taux d'emploi. Au contraire, la modération salariale tend à entraîner une réduction de la performance de l'emploi. Les pays où la modération salariale a été extrême (Allemagne, Autriche) ont connu une stagnation ou même une chute des taux d'emploi. Et les pays où la part des profits est restée stable ont enregistré les plus grandes augmentations en termes de taux d'emploi.

Nous savons qu'au cours de cette période, douze nouveaux États membres de l'UE se sont préparés à l'adhésion à l'Union européenne et ont traversé un processus d'ajustement structurel extraordinaire. Ceci pourrait-il expliquer pourquoi nous ne constatons pas de relation positive entre les profits et l'emploi ? N'en déplaise aux hommes d'affaires et aux économistes du courant dominant, il n'en est rien. Même si nous ne prenons en considération que l'UE-15 (voir graphique III), la relation négative entre la modération salariale, les profits et la performance de l'emploi subsiste. Les concessions salariales constituent

Graphique I



Graphique II



toujours les profits d'aujourd'hui et de demain, mais on ne peut prétendre qu'elles représentent les nouveaux emplois de l'avenir.

II. LE GOUFFRE ENTRE LA PRATIQUE ET LA THÉORIE

Quelle est la raison de cette contradiction flagrante entre les faits et les idées reçues ? Comment expliquer ce gouffre entre la théorie économique standard et la réalité ?

La réponse est que le monde des affaires pratique de façon très efficace la technique du « picorage ». Les éléments de la théorie économique qui servent les droits acquis des hommes d'affaires sont sélectionnés et diffusés avec insistance dans l'opinion publique, en passant sous silence les conditions qui doivent être remplies pour que la modération salariale fonctionne.

Selon la théorie économique, la modération salariale pourrait en effet créer des emplois, mais **seulement dans des conditions économiques très spécifiques**. Il peut se présenter des cas où la modération salariale a pour effet une amélioration de la performance de l'emploi : lorsque les profits sont si bas qu'ils découragent l'investissement, que le pays est à ce point dépendant des exportations que la croissance engendrée par l'exportation

peut compenser la chute de la demande domestique découlant de la modération salariale, et que la banque centrale est disposée à compenser la modération salariale et ses effets négatifs sur la demande – et en mesure de le faire.

Néanmoins, aucune de ces conditions n'est présente actuellement :

- Les profits en Europe et dans la zone euro n'ont jamais été aussi élevés qu'actuellement
- L'Europe, dans son ensemble, est une économie relativement fermée, dépendant pour 85 à 90 % de la demande domestique et seu-

lement pour 15 % de ses exportations vers les pays tiers. Dans ces conditions, il serait dépourvu de sens de généraliser le modèle de « la croissance induite par les exportations » en proposant la modération salariale. Au contraire, une telle stratégie conduirait à la « guerre économique » et minerait la demande domestique et la croissance en général.

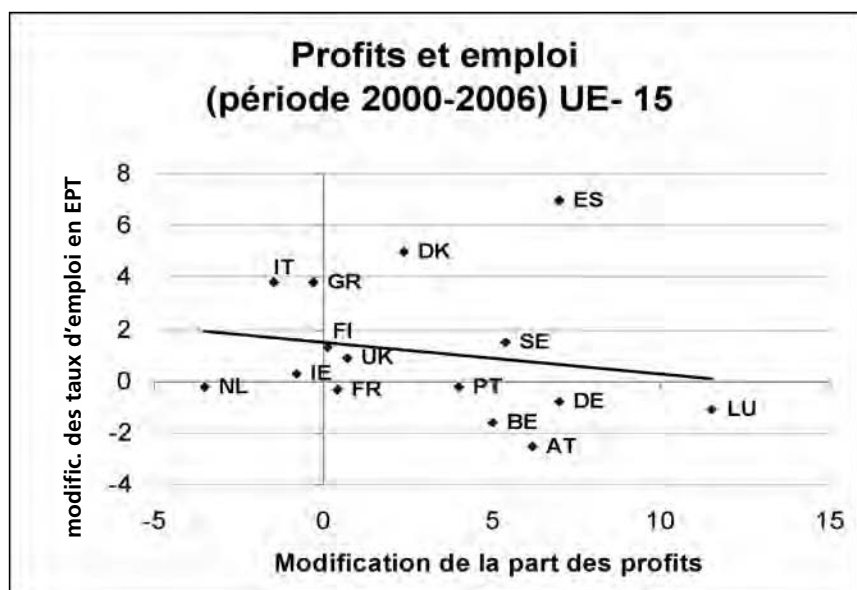
- La Banque centrale européenne est extrêmement réticente à s'engager dans une politique monétaire active. Elle ne veut pas jouer le rôle de stabilisatrice de l'économie « réelle » en compensant l'impact négatif de la modération salariale sur la demande économique. Au lieu de cela, elle préfère limiter sa mission à stabiliser l'inflation et les attentes inflationnistes au plus bas niveau possible. Dans un tel contexte, il est extrêmement difficile, sinon impossible, de faire de la modération salariale un outil pour augmenter l'emploi.

III. CONCLUSION : QUELS SONT LES BESOINS ACTUELS DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE ?

Dans ce qui précède, nous avons montré que les hommes politiques ne doivent pas suivre aveuglément (un aspect de) la théorie économique. Bien au contraire, il faut rechercher les besoins réels de l'économie.

□ □ □

Graphique III



Et la réalité est que, actuellement, l'économie européenne a un besoin urgent de nouveaux moteurs pour la croissance économique. Tous les moteurs traditionnels de croissance économique (les exportations vers les États-Unis, l'investissement commercial, la construction induite par l'endettement des ménages et les bulles immobilières) ont disparu ou sont en cours de disparition. Le seul moteur qui subsiste est la consommation privée. Mais, pour que celle-

ci puisse se développer, une croissance salariale plus résolue, mettant fin à une décennie de transfert des salaires vers les profits est indispensable. ■

(1) Ce texte a été publié en février 2008, dans le Bulletin d'information de la CES sur les négociations collectives 2008/1.

Titre, chapeau et intertitres sont de la rédaction.

Note de la rédaction : ceci implique bien sûr que l'on reste dans un modèle de croissance tiré par la consommation de biens matériels. On sait que cette position suscite actuellement bien des débats au sein des mouvements sociaux, en particulier au vu des défis environnementaux. Le présent article interroge seulement le lien entre part salariale et emploi, dans le cadre économique existant.

Histoire inédite de l'économie belge, de 1945 à nos jours

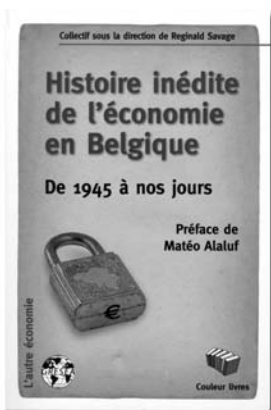
Ce livre retrace l'histoire économique de la Belgique de 1945 à nos jours. Il est issu d'une collaboration entre militants de la CSC, de la FGTB et d'Attac. À contre-courant de la vulgate dominante, l'ouvrage montre simplement comment on est passé du capitalisme industriel au capitalisme financier. Et le partage des richesses inégal qui s'en est suivi.

À l'origine, il y a un volumineux ouvrage scientifique rédigé par Réginald Savage, professeur d'économie à la Fopes et aux Facultés de Namur. Frappés d'y lire une histoire qu'ils ne connaissaient pas, un groupe de militants de la CSC, de la FGTB et d'Attac vont décider d'en faire une version résumée et vulgarisée. Aujourd'hui, cet ouvrage

est utilisé par les services de formation des deux grands syndicats, en français et en néerlandais. Publié à l'origine sous forme de brochure (voir ci-dessous), l'ouvrage est désormais publié chez Couleur Livres, enrichi d'une préface de Mateo Alaluf (ULB, Institut Marcel Liebman).

Les auteurs se posent les questions suivantes : du capitalisme industriel au capitalisme financier, quels ont été les impacts sur l'emploi, la redistribution, la sécurité sociale, la dette, les finances publiques et la fiscalité ? Quelles politiques économiques ont été mises en place, quels en ont été les objectifs et les instruments (monétaires, budgétaires et fiscaux, de revenus, d'emploi) ? Les chapitres examinent successivement ces différentes dimensions, à l'aide de graphiques tirés de l'ouvrage de Réginald Savage.

L'ouvrage montre que « les profits d'aujourd'hui » ne sont pas réinvestis dans l'économie. Il décrit comment on a abandonné peu à peu des objectifs comme le plein emploi, la politique industrielle, le soutien de la demande.



Comment ces glissements politiques ont donné lieu à des glissements sémantiques. Comment la mondialisation, que l'on présente comme un avatar du développement des échanges, a en fait été préparée par la financiarisation de l'économie et comment la construction européenne sert cette évolution basée sur le crédo du tout au marché.

Aujourd'hui, conclut l'ouvrage, « nous sommes dans la situation étrange d'économies plus riches et plus productives que jamais, dotées de moyens techniques sans précédent, et apparemment condamnées à poursuivre la course vers l'abîme de la 'compétitivité' » et de la pauvreté.

Édition Couleur Livre – collection «L'autre économie» - GRESEA. «*Histoire inédite de l'économie en Belgique*» écrit sous la direction de Réginald Savage. Prix: 14 euros. Disponible en librairie ou au GRESEA, 11 rue Royale à 1000 Bruxelles. Tél. 02/219.70.76 (146 pages comprenant 23 graphiques, un lexique et une brève chronologie).



Ce travail existe aussi sous la forme d'une **brochure** plus pédagogique, illustrée de nombreux dessins qui résument efficacement les transformations de l'économie. Elle peut être téléchargée gratuitement sur Internet (voir adresses ci-dessous). Elle est aussi disponible via les groupes locaux d'Attac ou auprès des services de formation des syndicats.

Pour télécharger la brochure :

- en français : http://wb.attac.be/IMG/pdf/brochure_60_ans_secu-2.pdf
- en néerlandais : <http://www.fgtbbuxelles.irisnet.be/site/nl/publicaties/Files/secsociale/>